

L'université ouvrière de Genève, pour apprendre à collaborer

Autor(en): **G.T. / J.S.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **86 (1994)**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386474>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

■ Une dynamique centrifuge

Quant à l'avenir des relations intersyndicales à Genève, trois types de problèmes sont à relever. Le premier touche l'effet d'inhibition provoqué par les structures syndicales, politiques ou sociétales propres au canton, on vient d'en mentionner un exemple. Le second type regroupe les problèmes d'image (il y a des contentieux historiques, générateurs de représentations caricaturales mais tenaces) et les antagonismes personnels. Certaines institutions aident à l'effacement des préjugés; à cet égard, l'UOG (voir encadré) a joué son rôle dans la prise de contact qui s'est opérée, vers 1980, entre le SIT et les syndicats membres de l'USS. Il faut certes apporter à ce genre d'exercice une dose de volontarisme; la dynamique actuelle est bonne dans le canton. Mais voici le troisième type de problème. Alors que d'anciens clivages – laïques/religieux, cols blancs/cols bleus – tendent à perdre de leur acuité, de nouvelles lignes de fracture se dessinent dans le mouvement syndical.

Les rapprochements qui s'opèrent tendent en effet à réunir des organisations qui furent chrétiennes, comme le SIT, ou qui refusaient d'être assimilées à un syndicat, comme l'ACG, à d'autres qui se veulent toujours laïques et ouvrières: tels les syndicats de l'USCG, section locale de l'USS. Mais un autre mouvement, procédant d'une dynamique plus centrifuge que centripète, est perceptible au sein même de ce regroupement. On peut en effet postuler que ce qui sous-tend, aujourd'hui, les divisions de la gauche genevoise constitue également la base des divisions syndicales de demain. Déjà certains signes

L'Université ouvrière de Genève, pour apprendre à collaborer

L'Université ouvrière de Genève (UOG) est tout à la fois un foyer de culture populaire, un lieu d'apprentissage et de transmission de savoirs, et un centre de formation de militants syndicaux. Ces trois composantes ont beaucoup varié, relativement, au long d'une histoire presque centenaire.

On peut dire, en simplifiant, qu'elles étaient réunies dès la fin des années 1950 ou le début de la décennie suivante, et que l'essor de l'UOG tint alors à l'activité et à la personnalité d'un Juif russe formé à Paris, Genevois d'adoption, chimiste et juriste, un militant infatigable nommé Moïse Berenstein (1881–1969). C'est lui qui obtint de l'Etat cantonal un subventionnement propre à pallier l'absence, dans le droit suisse, de congé-formation payé pour les travailleurs recevant une formation syndicale. Le fait est demeuré, à notre connaissance, unique en Suisse.

Fille de l'USCG, l'UOG était née dans une ambiance résolument laïque. Elle dut pourtant accepter de s'ouvrir aux syndicats chrétiens (FSCG, ancêtre du SIT) dès les années 1960, sous la pression du conseiller d'Etat chrétien-social André Ruffieux: juste, mais amère contrepartie du subventionnement public. Avec le recul, on se dit que ce fut une bonne affaire pour tout le monde. De part et d'autre, surmontant des rancunes et préjugés dont elle n'avait pas, chronologiquement, à être solidaire, une nouvelle génération de dirigeants fit au sein de l'UOG l'apprentissage de la collaboration intersyndicale. G.T./J.S.